



Trois jours de carence, 10% de traitement en moins : un projet insensé et une provocation inacceptable !

Dans le cadre du projet de loi de finance sur la sécurité sociale débattu actuellement à l'Assemblée nationale, le gouvernement envisage d'imposer trois jours de carence à tous les fonctionnaires et de diminuer de 10 % leur traitement pendant un congé maladie ordinaire. Une provocation inacceptable, une humiliation de plus pour les fonctionnaires que l'on stigmatise, et une quadruple punition pour les personnels de l'éducation nationale qui sont déjà les moins absents alors qu'ils sont parmi les plus exposés aux maladies notamment de type viral. Action & Démocratie exige, au-delà de l'abandon d'un projet insensé, la suppression du jour de carence comme ce fut le cas pendant l'épidémie de covid.

Trois jours sans traitement, puis les autres à 90% du traitement : voilà ce que le gouvernement propose aux agents qui auront le malheur de tomber malades ! Et ce tout en osant affirmer qu'il s'agit d'une mesure de « responsabilisation » afin de lutter contre un absentéisme en hausse qui coûterait plusieurs milliards, ce qui est totalement mensonger ! Jamais un gouvernement n'avait fait preuve d'un tel cynisme envers les agents publics, dont l'annonce de cette mesure n'a qu'un effet, celui de les désigner à la vindicte, de les faire passer pour des privilégiés et de les pousser à bout !

Rappelons que les jours de carence dans le privé ne sont majoritairement pas prélevés suite à des conventions collectives dans 80% des branches. Rappelons également qu'il y a moins de corrélation entre le nombre d'absences et l'application du jour de carence qu'entre le nombre d'absences et la dureté du travail. Rappelons enfin, pour ce qui nous concerne, que les personnels de l'éducation sont moins absents que les salariés du privé et que les agents d'autres versants de la fonction publique. Depuis l'instauration d'un jour de carence en revanche, et parce que leur pouvoir d'achat s'est effondré en trente ans, ils vont travailler même malades, ce qui aggrave leur état et détériore leur santé à long terme.

Action & Démocratie se bat avec constance pour que les conditions de travail des agents de l'éducation nationale soient mieux prises en compte dans tous les actes de gestion relevant du ministère de la fonction publique. C'est précisément le cas du jour de carence, pour lequel nous réclamons un aménagement du fait que les personnels de l'éducation, en particulier les personnels enseignants et d'accompagnement au contact de nombreux élèves dans des espaces confinés, sont constamment exposés à certaines maladies, notamment de type viral, en raison même de leur travail. Leur infliger une privation de salaire supplémentaire dans ces conditions relève de la maltraitance, pour ne pas dire du sadisme ! Non seulement les personnels n'ont pas à faire les frais de dérives budgétaires dont ils ne sont en rien responsables, mais il est temps de ne plus accepter l'inacceptable et d'exiger que l'État en tant qu'employeur se conforme aux règles promulguées par l'État en tant que prescripteur. Action & Démocratie revendique la suppression du jour de carence pour les personnels de l'éducation nationale dans le cas d'une maladie manifestement contractée sur le lieu de travail et donc en raison de l'exercice même des fonctions. Il est anormal que ce qui a été logiquement accordé par le gouvernement pendant l'épidémie de covid ne soit pas étendu aux affections analogues. Action & Démocratie mettra tout en œuvre pour obtenir une évolution dans ce domaine et s'opposera par tout moyen à une mesure qui, en aggravant la situation, ferait peser sur la santé des personnels un risque majeur et grave.